

ACTUALITÉ

Page 2

■ En bref

Page 3

■ Ile-de-France

Hélène Molinari

Val-de-Marne (94) : les coopératives s'installent durablement

DOCTRINE

Page 5

■ Administratif

Laura Viaut

Un document administratif peut-il être une archive ?

DOSSIER

116^e CONGRÈS DES NOTAIRES DE FRANCE

Page 8

Anne Muzard

Le logement décent

CULTURE

Page 19

■ Ventes publiques

Bertrand Galimard Flavigny

La bicyclette en étendard

ACTUALITÉ Ile-de-France



VAL-DE-MARNE (94)

Val-de-Marne (94) : les coopératives s'installent durablement 156x3

Hélène MOLINARI

Les coopératives ont le vent en poupe dans le Val-de-Marne (94). En un an, trois supermarchés coopératifs et participatifs ont été créés : Coquelicoop à Fresnes, Coop'Cot ou encore Cristo'Coop à Créteil. Ce modèle économique attire de plus en plus de créateurs d'entreprise dans les secteurs de l'agroalimentaire ou du commerce de détail, une force pour le développement économique d'une région.

La mise en commun des outils de production et de distribution est au centre des coopératives de salariés. Pour celles qui nous concernent, soit les SCOP (sociétés coopératives et participatives) ou les SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif), elles répondent avant tout aux besoins de leurs membres (les sociétaires) et sont particulièrement adaptées aux artisans et PME. Ces statuts juridiques particuliers ne sont qu'un maillon de l'ensemble des formes de coopératives – telles que les coopératives agricoles ou bancaires – que l'on peut trouver en France.

Dans ce type de coopérative, une personne représente une voix, qu'elle ait une ou plusieurs parts. Il en existe de toutes les tailles, pour toutes sortes de *business*. Les salariés créent une SCOP en vue

« d'exercer en commun leur profession dans une entreprise qu'ils gèrent directement ou par l'intermédiaire de mandataires désignés par eux et en leur sein » (L. n° 78-763, 19 juil. 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production, art. 1). Pour la SCIC, créée par la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, l'entreprise permet d'associer autour du même projet des acteurs multiples : salariés, producteurs, bénéficiaires, bénévoles, collectivités territoriales, etc. L'objectif répond à des besoins collectifs du territoire.

Depuis dix ans, leur nombre est en croissance constante en France. D'autant que ces entreprises ont un taux de pérennité de 70 % sur cinq ans, contre 60 % pour les entreprises classiques.

Suite en p. 3

Édition quotidienne d'Actu-Juridique

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces-pa@lextenso.fr
Grande Arche de La Défense
1, parvis de La Défense - 92044 Paris - La Défense
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

Gazette du Palais

Accueil client
annonces-gp@lextenso.fr
12, place Dauphine - 75001 Paris
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le
Quotidien
Juridique

annonces-qj@lextenso.fr
Grande Arche de La Défense
1, parvis de La Défense - 92044 Paris - La Défense
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

Journal
la loi

annonces-jll@lextenso.fr
Grande Arche de La Défense
1, parvis de La Défense - 92044 Paris - La Défense
Tél. : 01 42 34 52 34